

ISÈRE | Un nouveau président pour le syndicat agricole, qui veut être à l'écoute du consommateur

La FDSEA croit au changement

La Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de l'Isère a tenu son congrès hier à La Frette, avec Jérôme Crozat pour nouveau président. Pascal Denolly a quitté ce poste avec un dernier discours vibrant de "capitaine". « Il faut qu'on développe la culture du résultat. Évitions le simplisme et le populisme : ça a été mon entêtement. Il faut qu'on soit capable de changer de logiciel. »

Le changement, finalement, c'est maintenant. Depuis que la France a un président en marche, les agriculteurs courent à côté. « Il dirige la France comme une start-up, il a lancé des dizaines de projets de loi, en gros quatre nous concernent, il faut qu'on suive », a lancé Christiane Lambert, présidente de la fédération nationale [lire par ailleurs].

Commerce équitable

Une belle illustration de ce changement, pour la FDSEA 38, s'intitule "C'est qui le patron ?!". Cette marque construite à l'aide de questionnaires remplis par des consommateurs garantit une rémunération du producteur à 0,39 euro le litre de lait. Martial Darbon, un des fondateurs, a présenté cette nouvelle voie commerciale. « C'est à nous d'aller voir les consommateurs. Avec le net, cette communication n'est pas si difficile que ça à mettre en place », a-t-il témoigné.

Inspiré, l'Isère envisage aussi de créer sa marque avec le conseil départemental de Jean-Pierre Barbier et

la Chambre d'agriculture. Pascal Denolly, en quittant la FDSEA, pourrait se retrouver à la tête d'un futur pôle agro-alimentaire. « C'est une association qui mettrait en relation producteurs et acheteurs, un développeur démarcherait les magasins pour savoir les besoins. De l'autre côté, au niveau de la chambre, on ferait un travail d'organisation des producteurs pour les mettre face à cette demande. La marque, elle, donnerait aux consommateurs la visibilité, avec un cahier des charges dont le point le plus important est l'équité. On n'octroiera la marque qu'à ceux qui paient vraiment. La pierre d'achoppement, c'est que la grosse demande est sur les fruits et légumes, et je n'arrive pas à structurer les producteurs. »

Mais Pascal Denolly y croit. Puisque tout change dans ce monde, pourquoi pas la façon de faire des producteurs isérois ?



Jérôme Crozat succède à Pascal Denolly à la présidence de la FDSEA de l'Isère. Christiane Lambert, présidente de la FNSEA, et Martial Darbon, un des créateurs de la marque "C'est qui le patron ?!".

« Imagine-t-on une France sans médicaments ? »

Un projet de loi a mobilisé les débats hier. « Pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable ». L'intitulé à lui seul suscite des espoirs pour les producteurs qui veulent retrouver des marges.

« C'est la première fois qu'on pose comme principe le calcul des prix à partir des coûts de production », a reconnu Pascal Denolly, ex-président de la FDSEA Isère. « Mais si Leclerc aussi a le droit d'établir ces coûts, ça

ne nous va pas », a grincé Christiane Lambert, son homologue nationale.

Monique Limon, députée de l'Isère et responsable du texte pour le groupe LREM à l'Assemblée nationale, a bien entendu les piques et les inquiétudes que le texte suscite encore. Parmi ces désaccords en discussion, le volet des produits phytosanitaires agace autant que celui du bien-être animal. Là, pour le coup, la fin des rabais sur ces produits dérange Christiane Lambert. « C'est infantilisant ! On n'achète

pas pour faire plaisir aux entreprises de chimie, on le fait parce qu'on en a besoin. On va vers l'élimination du phytosanitaire, mais imagine-t-on une France sans médicaments ? » Ovation. « On sait tout faire en fait, produire avec ou sans phyto, en plein air, hors sol... On veut bien tout faire mais il faut que ça paye. Plus vert, c'est plus cher », a-t-elle ajouté.

« On a besoin de retrouver des prix »

Malgré ces critiques, la FDSEA 38 espère que les dé-

crets d'application de cette loi ne tarderont pas. « On a besoin de retrouver des prix », dit Jérôme Crozat, nouveau président. « Il faut réinvestir dans la transformation de proximité, parce que le consommateur le demande, mais il faut que cela ait une valeur rémunératrice pour l'agriculteur. C'est pareil avec les grandes et moyennes surfaces : si elles ne jouent pas cette carte, demain, c'est presque Amazon qui va le faire même dans l'alimentaire. »

C.A.